

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 117 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2788 - Prix : 1€

ÉDITORIAL

de Nathalie Arthaud :

Du Kazakhstan à la France, une même crise capitaliste

Mesures anti-Covid : au travail quoi qu'il en coûte !

Page 3

Féminicides : les coupables et les responsables

Page 6

Migrants : les États européens tuent à leurs frontières

Page 9

Newrest

Deux semaines de grève pour les salaires : recul de la direction

Page 10

Soudan

La caution démocratique a fait long feu

Page 12



Du Kazakhstan à la France, une même crise capitaliste

Au Kazakhstan, plus de 160 personnes ont été tuées, pour la plupart par la police qui a ordre de « tirer pour tuer ». Des centaines ont été blessées et 8000 manifestants ont été arrêtés. L'aéroport est fermé et Internet a été suspendu. Les troupes russes se sont déployées en soutien au régime. Les dirigeants kazakhs avaient pourtant pris quelques distances avec Moscou, mais pour réprimer une révolte, les dictateurs sont solidaires. Quant aux puissances occidentales, elles ne feront rien pour empêcher cette répression sanglante. Le régime a de nombreux amis en Occident, en particulier en France, à laquelle il vend de l'uranium et du pétrole, achète des locomotives et des hélicoptères de combat.

Derrière la révolte au Kazakhstan, où le salaire moyen est de 500 euros mensuels, et bien moins dans les classes populaires, il y a d'abord la hausse du prix du carburant, que les autorités ont récemment déplafonné, hausse qui s'ajoute à celle des prix alimentaires. Le pays est pourtant un des plus riches en hydrocarbures. Mais dans le monde capitaliste, il est fréquent que les travailleurs ne puissent même pas jouir de ce qu'ils produisent au quotidien.

En Europe aussi, les prix sont à la hausse, de 5 % officiellement en France, et de bien plus pour les classes populaires. Les prix de l'énergie ont augmenté de 23 % en un an, ceux du gaz de 50 à 60 %, et nombreux sont ceux qui ne peuvent se chauffer correctement. Les prix de l'alimentation, notamment les produits de première nécessité, comme le sucre, les pâtes, les œufs, les fruits ou les légumes, augmentent, contraignant des familles ou des étudiants à recourir à l'aide alimentaire. Et malheur à qui doit s'acheter une voiture...

La faute à la pandémie, comme le gouvernement voudrait nous le faire croire ? La faute, surtout, à ceux qui fixent les prix : les capitalistes et les marchés. Il suffit d'observer les résultats financiers pour comprendre. En 2021, alors que la population subissait la crise sanitaire, les confinements, les couvre-feux et la précarité généralisée, l'indice boursier CAC 40 a battu de nouveaux records. Ses entreprises ont engrangé des bénéfices inédits, plus de 100 milliards d'euros. Si les patrimoines des milliardaires ont enflé, c'est parce que le niveau de vie des classes populaires s'est dégradé. Si 100 000 lits d'hôpital ont été fermés en 30 ans, si les établissements sont aujourd'hui exsangues et déprogramment des interventions pourtant essentielles, c'est parce que l'État a réservé l'argent public aux capitalistes.

Le gouvernement se gargarise en parlant de la reprise. Mais celle-ci ne concerne pas le monde du travail ! La crise sanitaire qui a causé tant de souffrances dans la population s'est greffée sur une crise économique et sociale qui s'aggrave, et dont le pire est peut-être à venir. C'est ce que nous montrent les événements du Kazakhstan.

Mais l'histoire n'est pas écrite. Les travailleurs peuvent refuser de subir cette nouvelle offensive des classes riches. Pour préserver le niveau de vie des classes populaires, il faut des augmentations massives des salaires. Dans la grande distribution, l'agroalimentaire et dans d'autres secteurs, des travailleurs ont mené des grèves sur les salaires. Ils montrent la voie à suivre. Aucun salaire ne doit être inférieur à 2000 euros net, et les salaires doivent être indexés sur les prix.

Le chômage frappe 3,5 millions de personnes, et en même temps, des millions de travailleurs sont débordés, s'échinent au travail, subissent des cadences insupportables. Il faut embaucher massivement, répartir le travail entre tous sans perte de salaire, et prendre sur les profits capitalistes pour cela.

Les travailleurs ne peuvent plus accepter que les entreprises capitalistes exercent leur loi, fixent leur prix et leurs marges. Contrôler les comptes des firmes de la pharmacie, de l'énergie, de la grande distribution et des autres secteurs, c'est une nécessité vitale pour le monde du travail. Et si ces entreprises renâclent, il faut les exproprier et les placer sous le contrôle de la collectivité. Si la loi du profit privé échoue à permettre à toutes et à tous de vivre dignement, il faut s'en débarrasser.

Cela est difficile ? Assurément. Pour chacun de ces objectifs, il faudra que le monde du travail mène des grèves massives et des combats collectifs. Face à cette offensive de classes riches insatiables, il faut préparer la riposte de tous les travailleurs. C'est pour le dire, pour défendre ces idées, que je suis candidate à l'élection présidentielle.

Nathalie ARTHAUD

Mesures anti-Covid : au travail quoi qu'il en coûte !

Le 5 janvier, Macron a voulu jeter son pavé dans la mare en avouant grossièrement son désir d'« emmerder les non-vaccinés ». Dans un style au niveau du caniveau, il s'agit d'accuser ceux-ci de toutes les insuffisances du gouvernement.

De leur côté, Castex, Vèran, Blanquer, Attal émettent des consignes, donnent des ordres contradictoires et s'agitent dans les médias pour donner l'impression d'agir face à la nouvelle vague de Covid. Derrière le ton autoritaire des ministres et les incohérences de leurs mesures, il y a cependant une logique, affichée et répétée par Macron : les entreprises ne doivent pas être perturbées, la production ne doit pas s'arrêter, les travailleurs doivent aller travailler coûte que

coûte et les enseignants doivent garder les enfants pour libérer les parents. Pour les patrons en revanche, il n'y a ni contraintes ni coercitions : ils décident eux-mêmes quels sont les postes éligibles au télétravail.

Le gouvernement ne leur ayant donné aucun moyen supplémentaire, ni financiers ni humains, les hôpitaux publics sont dans un état de désorganisation pire qu'il y a deux ans. Ceux qui les font fonctionner sont épuisés et risquent d'être submergés par la vague Omicron. Des files d'attente aux portes des hôpitaux et un tri aux Urgences feraient désordre en pleine campagne présidentielle. Qu'à cela ne tienne, leur personnel est sommé de faire tourner les services, mort ou vif.

Pour tenter de réduire un peu les

contagions, la vie sociale est une nouvelle fois restreinte, certains rassemblements ou soirées sont interdits, les gestes barrières augmentés. Une fois de plus, toutes les contraintes pèsent sur la population : sur les non-vaccinés qui servent de boucs émissaires ; sur les parents, qui doivent décider s'ils envoient ou non leurs enfants à l'école malgré l'épidémie ; sur l'ensemble des travailleurs, chargés d'appliquer toutes ces consignes contradictoires, sous le contrôle et les pressions de leurs patrons, tout en assurant leurs tâches habituelles. C'est inadmissible et, puisqu'ils assument tout, puisque c'est eux qui la font fonctionner, c'est aussi aux travailleurs de diriger la société !

Dans les entreprises, le patronat fera ce qu'il voudra

Face à la remontée de l'épidémie, l'essentiel des mesures annoncées par le gouvernement ont été celles que le grand patronat souhaitait ou trouvait acceptables.

Dans les entreprises, où se côtoient les travailleurs, dans les ateliers et les bureaux, quasiment aucune contrainte ne s'imposera.

Le gouvernement a seulement annoncé que les entreprises ne respectant pas le protocole sanitaire (non-respect des règles de distanciation ou du port du masque, télétravail insuffisant) pourraient avoir à payer une amende. Mais cela a suffi à faire bondir les organisations patronales.

Préposée à rassurer ces patrons si émotifs, la ministre du Travail, Élisabeth Borne, a donc dû expliquer que ces amendes, en plus d'être dérisoires pour une grande entreprise (elles ne pourront jamais dépasser 50 000 euros), ne seront quasiment jamais dressées. Et de préciser dans le journal patronal *Les Echos* : « Quand

l'inspection du travail constate une protection insuffisante des salariés face au risque Covid, son premier objectif est d'accompagner la mise en œuvre du protocole sanitaire. [...] Si l'employeur ne corrige pas les manquements identifiés, elle lui adresse une lettre d'observations. S'il ne réagit toujours pas, elle le met en

demeure et, s'il ne le fait toujours pas, on part en procédure pénale, ce qui est extrêmement lourd et peut durer jusqu'à plusieurs années. »

En somme, tout ça est de la poudre aux yeux : c'est tellement mieux quand elle l'explique.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 15 JANVIER de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 16 JANVIER de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 21 JANVIER de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 29 JANVIER de 8H30 à 10H00**

Santé : chères mutuelles

Des cotisations en augmentation de 3 % cette année, et même de 7 à 10 % pour certaines : c'est ce qu'annoncent les mutuelles.

Pour être remboursé des soins dentaires ou d'optique en particulier, une mutuelle est nécessaire. Depuis de nombreuses années, la politique gouvernementale de déremboursement de soins par l'Assurance maladie a poussé une part de plus en grande de la population à se doter de complémentaires santé, à condition d'avoir les moyens de payer des cotisations. Les assurés payent donc par avance leurs remboursements, en totalité ou en partie, si la mutuelle est obligatoire et choisie par l'employeur.

En 2020, les confinements avaient eu comme effet une moindre consommation de soins remboursables par les mutuelles. Celles-ci avaient ainsi fait de considérables économies. Le gouvernement en avait profité pour les taxer d'un milliard d'euros, dans le but, selon lui, d'aider la Sécurité sociale, à qui il avait fait supporter l'essentiel des dépenses de la crise sanitaire.

En 2021, les patients ont enfin pu se faire soigner. Le coût de ces soins a même été en augmentation par rapport à 2019, car les reports ont souvent entraîné une aggravation de l'état de santé, et donc une prise en charge plus lourde et au bout du compte plus coûteuse.

Les mutuelles se sont alors plaintes de la remontée des remboursements de soins. Le ministre de la Santé, Véran, a été sensible à leur sort. Il a donné des consignes aux députés de la majorité de limiter la taxe Covid à 500 millions d'euros en 2021 et la supprimer en 2022. En échange, il a appelé les compagnies à ne pas augmenter les cotisations de leurs complémentaires santé.

Autant d'appels à la responsabilité qui ne pouvaient bien sûr que tomber à plat. C'est à la population que des cotisations plus élevées seront imposées, et le gouvernement n'a jamais rien envisagé d'autre.

Vaccins : fortune des uns, misère des autres

Après deux années marquées par le développement d'une épidémie à l'échelle de la planète, Big Pharma va bien, très bien. Il n'en va pas de même pour les populations les plus pauvres.

Pour l'année 2021, l'américain Pfizer annonce 36 milliards de dollars de chiffre d'affaires pour la seule vente de son vaccin à ARN messager. L'année 2022 s'annonce encore meilleure, avec les doses de rappel et la vaccination des adolescents, voire des enfants. Pour lui, tout va donc pour le mieux.

Il faut dire que le vaccin Pfizer est un des plus chers, voire le plus cher. Ce n'est même pas Pfizer qui a investi dans la recherche nécessaire mais BioNTech, un petit laboratoire aujourd'hui associé à Pfizer. Il a fallu la pandémie, et donc la perspective d'un marché planétaire ainsi annoncé, pour que Pfizer accède enfin à la demande de BioNTech de mettre à disposition son savoir-faire et ses moyens de production. La rentabilité était assurée, le marché avait un besoin impérieux de cette marchandise qu'était désormais le vaccin, Pfizer était assuré de gagner. C'est fait, et sans prise de risque, puisque tous les contrats ont été signés et payés bien avant que les vaccins soient livrés.

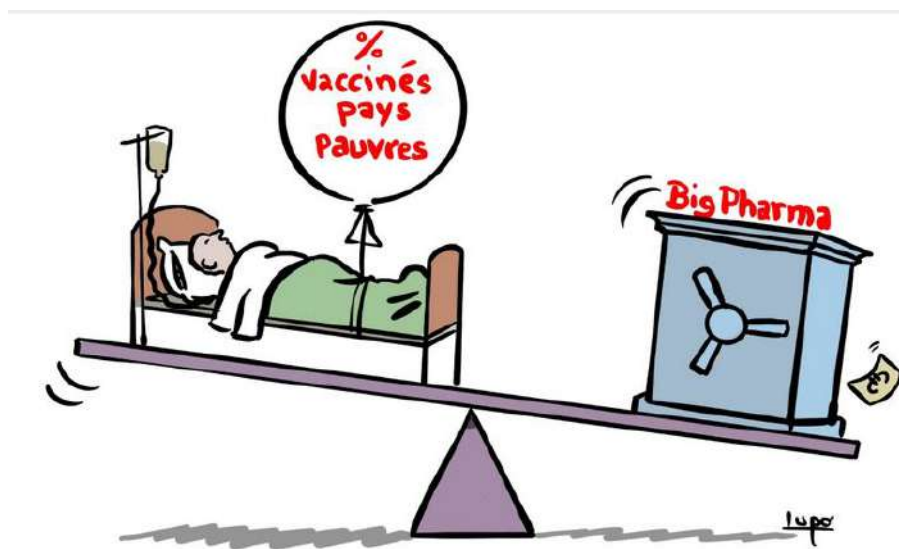
Avec une histoire un peu différente, il en est allé de même pour Moderna, l'autre producteur de vaccin à ARN messager. Après des années et des années de recherche dans une petite structure, les finances publiques sont arrivées, attirées par la perspective d'un marché mondial.

L'anglo-suédois AstraZeneca a, lui, produit un vaccin différent développé par un laboratoire public, celui de l'université d'Oxford. Comme les autres, il a reçu le soutien financier des États. Comme pour les autres, avant même qu'elles ne soient produites, les doses de son futur vaccin ont été commandées, payées, pré-achetées.

Les stocks de ce vaccin qui n'est plus utilisé dans les pays riches en raison des cas de thrombose survenus après son injection sont livrés en Afrique au titre de la solidarité internationale Covax. Qu'est donc devenu le risque de thrombose ?

C'est d'autant plus cynique que, faute d'infrastructures, d'équipements et de personnel, faute de seringues et de diluants pour mener à bien les campagnes de vaccination, les doses fournies sont vite périmées.

Tout cela en dit long sur cette prétendue solidarité avec les pays pauvres, qui consiste à leur livrer les vaccins dont on ne veut plus.



Hypermarchés contre pharmaciens : la guerre des autotests

Après avoir garanti aux pharmaciens qu'ils disposeraient du monopole de la vente des autotests, le gouvernement a autorisé les grandes surfaces à s'emparer du marché.

Forts du monopole qu'ils pensaient avoir sur les autotests, les pharmaciens espéraient pouvoir assurer leur marge bénéficiaire. Mais les pharmaciens sont des commerçants indépendants, ils achètent séparément leurs produits par lots restreints en s'adressant à des grossistes. C'est tout le contraire de la grande distribution, qui dispose d'une force de frappe sans commune mesure, avec des centrales d'achat d'envergure

internationale, et qui négocie sans intermédiaires avec ses fournisseurs. C'est ainsi que, avant même d'avoir obtenu l'autorisation du gouvernement de commercialiser les autotests, le patron de Leclerc s'est vanté d'en avoir stocké des centaines de milliers dans ses entrepôts.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que Carrefour et Leclerc puissent proposer des boîtes de cinq autotests à 9,75 euros, soit 1,95 euro l'unité, contre 4 à 5 euros en pharmacie. Pour le consommateur, le choix est évident. Mais il n'est pas normal d'en être de sa poche alors que les tests sont rendus obligatoires.

La grande distribution se targue de vendre ces produits à prix coûtant, c'est-à-dire, dit-elle, sans faire de marge. Les patrons des grandes surfaces ont déjà fait le coup avec l'essence, les masques, le gel hydroalcoolique, chaque fois qu'ils le pensent utile pour attirer le client et ainsi augmenter leur chiffre d'affaires global et la marge bénéficiaire réalisée sur l'ensemble des produits vendus.

La défense proclamée du consommateur ne masque pas la voracité des grandes enseignes.

Prix : tout augmente, sauf les salaires !

Comme tous les 1er janvier, de nouvelles mesures entrent en application, qui vont de l'obligation des fontaines à eau dans les lieux recevant du public à la hausse du prix du timbre, en passant par le durcissement de l'accès au crédit immobilier.

Mais une tendance se détache tout de même nettement au milieu de ces annonces en tout genre : les classes populaires passeront à la caisse. En effet nombre de prix vont encore flamber, comme les tarifs des lettres, le timbre rouge augmentant de 11 %, pour passer à 1,43 euro. L'instauration du nouveau tarif aux

Urgences obligera à déboursier sur-le-champ 19,61 euros, si on n'est pas assez malade pour être hospitalisé. Un nouveau malus auto est introduit, basé sur le poids et concernant les acheteurs d'un véhicule de plus de 1,8 tonne. Les sociétés d'autoroutes ont déjà annoncé une hausse de 2 % des péages début février, et les mutuelles prévoient elles aussi une augmentation de leurs tarifs entre 7 et 10 %. Et si le gaz n'augmente pas, c'est uniquement parce que les prix ont été gelés, après une hausse spectaculaire de plus de 60 % depuis le début de l'année dernière. Mais le gouvernement a d'ores et déjà an-

noncé que le blocage devrait être rattrapé.

Dans le même temps, le salaire minimum ne sera relevé que de 14 euros brut, l'augmentation automatique prévue par la loi, totalement insuffisante pour remplir le frigo, payer les factures, faire le plein de carburant pour aller au travail...

Pour vivre correctement, il faut se préparer à se défendre, en premier lieu pour exiger que les salaires, les retraites et les allocations soient indexés sur le coût réel de la vie, celui qu'on constate tous les jours au supermarché ou à la pompe.

La bonne année des milliardaires

2021 aura été l'année de tous les records pour la poignée des plus riches milliardaires de la planète. En effet le magazine *Forbes* donne le classement : les vingt personnes les plus riches de la planète cumulent une fortune de 1 928 milliards de dollars, soit une hausse vertigineuse de 62 % en un an.

Parmi eux, il y a les milliardaires bien de chez nous, avec d'abord Bernard Arnault, patron de LVMH, en deuxième position avec ses 150 milliards de dollars, en progression

de 50 %. La principale actionnaire de l'Oréal, Françoise Bettencourt Meyers, peut quant à elle s'enorgueillir du titre de femme la plus riche du monde avec ses 73,6 milliards.

Les mêmes qui hurlent à la seule idée d'augmenter vraiment le smic, ou les salaires des travailleurs, évoquent l'argent qui, selon eux, devrait ruisseler depuis les poches des plus riches. Mais, si les centaines de milliards amassés sur le dos de milliards de travailleurs à travers le

monde ruissellent, c'est vers les coffres et autres paradis fiscaux de ces milliardaires. Et c'est sous la haute protection des États et gouvernants de tous pays et de toute étiquette.



Bourse : spéculateurs à la fête

L'année 2021 a été très positive sur les places financières mondiales : tous les indices boursiers ont augmenté. En France, le Cac 40 a battu son record historique.

Calculé sur le cours boursier des 40 plus grandes entreprises, cet indice a gagné 28,85 % en 2021. La Société générale, le géant du luxe Hermès, Capgemini ou encore Veolia sont les entreprises dont la valeur boursière a le plus augmenté en 2021. Ayant affiché des profits en forte augmentation, leurs actions ont eu la faveur des spéculateurs. Sur un an, la Société générale a quasiment doublé son bénéfice. Hermès a triplé le sien sur le premier semestre 2021 par rapport à l'année précédente.

Ces profits augmentent parce que les salaires sont faibles et que les patrons multiplient les attaques pour les baisser encore. Ils augmentent aussi du fait de l'accélération des cadences sur les chaînes de production et du sous-effectif permanent. L'argent public versé par l'État et la BCE a alimenté cette spéculation boursière, des milliards d'euros ont été injectés dans le système financier aux dépens des hôpitaux, des logements et des écoles.

En sabrant le champagne à la Bourse de Paris, les capitalistes fêtent l'augmentation de l'exploitation dans les entreprises et la dégradation des conditions de vie des travailleurs et de leurs familles.



Féminicides : les coupables et les responsables

K. Konrad SIPA



Six policiers affectés à Mérignac, en Gironde, passaient en conseil de discipline le 4 janvier pour une évaluation de leur degré de responsabilité dans la mort de Chahinez Daoud, brûlée vive par son ex-mari le 4 mai 2021.

Effectivement, les manquements ayant conduit à cette mort atroce se sont accumulés, tant du côté de la police que de la justice. Déjà condamné pour violences conjugales, le mari était sorti de prison sans que sa femme en ait été informée. Malgré l'interdiction d'entrer en contact avec elle, il avait continué à la harceler et

menacer. La jeune femme ayant une nouvelle fois porté plainte, celle-ci avait été classée sans suite. Alors que le mari violent était suivi par le service pénitentiaire de probation, rien n'avait été concrètement fait. Et au cours d'une réunion pour savoir à qui attribuer un téléphone Grave danger permettant un contact rapide avec la police, à aucun moment le nom de Chahinez n'avait été mentionné, etc. La liste des dysfonctionnements, liés au mépris avec lequel a été traitée la plainte d'une femme, est accablante.

Si les responsabilités individuelles sont évidentes, il y a aussi celles du

gouvernement. Alors que Macron, peu après son élection, avait qualifié l'égalité entre les femmes et les hommes de « grande cause du quinquennat », bien peu a été fait. Les logements où une femme battue pourrait être à l'abri avec ses enfants sont insuffisants, de même que la création d'unités spécialisées dans la prise en charge psychologique des victimes... et aussi celle des hommes violents. Pour commencer, il y aurait fort à faire pour que toute femme se présentant à des personnes œuvrant dans des institutions censées protéger la population soit au moins entendue et voit satisfaits ses besoins immédiats.

Depuis le 1er janvier, trois femmes déjà ont été assassinées par leur compagnon. Il y a eu 113 féminicides l'an passé. Ces actes barbares sont aussi représentatifs de l'état d'une société qui, tout en se disant civilisée, est fondée sur l'exploitation et génère donc toutes sortes d'oppressions, dont celle des femmes.

Handicap : la dignité selon Macron

Lors de ses vœux du 31 décembre, Macron s'est entre autres félicité de l'action de son gouvernement en faveur des personnes en situation de handicap, osant prétendre qu'il avait « *investi pour défendre leur dignité* ».

Des propos révoltants pour toutes celles et tous ceux qui se débattent pour survivre avec l'allocation adulte handicapé (AAH), dont le montant maximum s'établit à 903 euros ! Les médicaments et les soins, étant de moins en moins bien remboursés, coûtent cher : est-ce digne lorsqu'on doit choisir entre se soigner et se nourrir correctement ?

Non seulement le gouvernement n'a rien investi, mais il a refusé d'accorder l'individualisation de l'AAH, c'est-à-dire le fait de ne plus prendre en compte les revenus du conjoint pour en calculer le montant, individualisation réclamée depuis des mois par les associations et les personnes handicapées.

À la place, il promet un abattement forfaitaire sur les revenus du conjoint, avec une majoration par enfant, qui « *permettra à 120 000 couples modestes de toucher 110 euros de plus* ». C'est une très faible minorité, sur les 1,2 million de bénéficiaires de l'AAH, et surtout cela ne

supprimera pas la dépendance vis-à-vis du conjoint !

Le gouvernement fait la sourde oreille aux demandes des handicapés, et pour cause ! Il ne veut pas ouvrir la porte aux mêmes revendications pour les autres minima sociaux, puisque aucun n'est déconjugalisé et qu'une personne peut ne pas toucher le RSA, ou le voir fortement diminué, en fonction des revenus du conjoint.

Une société digne devrait au moins donner à chacun les moyens de vivre correctement et de manière autonome, lorsqu'il est privé de travail. Tout l'inverse des priorités de Macron.

Apprentissage de l'exploitation et profits pour les capitalistes

Mac Donald s'est rapproché des chambres d'industrie et de commerce (CCI) pour pouvoir prendre en alternance dans ses restaurants quelques 3500 apprentis.

Que celles et ceux qui décrocheront un emploi chez ce capitaliste de la restauration rapide ne s'attendent

pas à être mieux payés que les salariés déjà en poste !

Si Mac Donald a mis les bouchées doubles pour s'inscrire dans le plan d'apprentissage concocté par Macron, c'est parce qu'il bénéficiera non seulement dans un premier temps des aides de l'État et de la

force de travail de ces jeunes travailleurs à un coût défiant toute concurrence, mais aussi en cas d'embauche d'une subvention de 5000 € pour un mineur et de 8000 € pour un majeur.

Miam, miam, les bénéfices !

Guerre commerciale dans la grande distribution et menace sur les emplois



Deux ans à peine après le partage du marché de la grande distribution à La Réunion entre les différents groupes capitalistes (GBH – Make Distribution – Leclerc), l'un d'eux, Make Distribution semble rencontrer de sérieuses difficultés financières. Selon la presse, il doit plusieurs millions à ses fournisseurs qu'il paie bien au-delà des délais autorisés (158,55

jours) bien qu'il ait bénéficié d'un Prêt Garanti par l'État au prétexte de la crise sanitaire.

Ce distributeur emploie aujourd'hui quelques 750 salariés dans les quatre hypermarchés que lui a rétrocédé début 2020 son concurrent GBH. Et c'est à juste titre que ces derniers se demandent quel sort leur réservent leurs patrons.

Mal payés, mais travaillant dur, ces travailleurs doivent se contenter du Smic quand leur PDG et leur directeur général continuent à se gaver sans complexe en s'octroyant des « salaires mensuels de 35 000 € auxquels s'ajoutent 200 000 euros de prime variable annuelle si les objectifs en terme de bénéfices sont atteints » (*Le Quotidien* du 8 janvier 2022) !

Les éventuels pots cassés de la guerre commerciale que se mènent les capitalistes ils veulent les faire payer aux travailleuses et aux travailleurs.

Pour qu'il en soit autrement il faudra des luttes d'ampleur ayant l'objectif d'imposer de prendre sur les profits pour préserver et créer les emplois et augmenter les salaires.

Logement : une situation indigne

Quelques centaines de manifestants se sont retrouvés dimanche 2 janvier sur la place de l'Hôtel de Ville de Paris, à l'appel du DAL, pour protester contre la situation du logement. Ils ont réclamé l'application de la loi sur la réquisition des logements vides pour les sans-logis et les mal logés.

Le DAL a rappelé qu'en janvier 2021, l'Insee a recensé un peu plus de trois millions de logements vides en France, dont la moitié le sont depuis plus d'un an, auxquels il faut

ajouter les locaux et bureaux vacants.

La même année 2021, le rapport de la fondation Abbé-Pierre a rappelé que plus de quatre millions de personnes étaient mal logées, de la tente du sans-abri aux logements exigus, surpeuplés ou insalubres. Régulièrement, les médias font des reportages sur ces logements populaires, pas toujours très anciens, dont les locataires vivent au milieu des fuites d'eau, des radiateurs qui chauffent mal et des plafonds qui s'écaillent.

La baisse de l'aide au logement,

celle des allocations chômage, les salaires minés par la hausse des prix ne pourront qu'accroître les difficultés des travailleurs à se loger. Réquisitionner des logements vides, en priorité ceux qui appartiennent aux banques ou aux compagnies d'assurances, est une urgence.

Armes nucléaires : si tu veux la paix, prépare la révolution

« Nous affirmons qu'une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être menée. » Ainsi commence la déclaration signée lundi 3 janvier par les cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, à savoir les États-Unis, la Chine, la Russie, le Royaume-Uni et la France.

Loin d'avoir été touchés par la grâce du pacifisme, les dirigeants de ces cinq grandes puissances entendaient réaffirmer, à la veille d'une conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération, leur volonté de conserver leur monopole, ou au moins leur contrôle de ce type d'armes.

Qu'une guerre nucléaire constitue

une menace pour la survie de l'humanité, ce n'est plus à démontrer. Le fait que les dirigeants des États capables de la déclencher s'en disent conscients n'a rien de particulièrement rassurant. Les seules fois où l'arme atomique a été utilisée, en août 1945 contre Hiroshima et Nagasaki, les dirigeants américains l'ont décidé en toute connaissance des dévastations qu'elle allait provoquer.

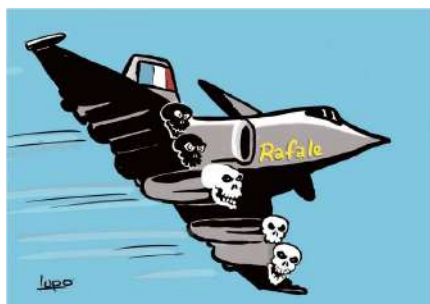
Pas plus qu'ils ne contrôlent l'économie capitaliste et ses crises, les dirigeants du monde impérialiste ne maîtrisent les mécanismes susceptibles de conduire à des conflits de plus en plus généralisés, qui trouvent leur fondement dans la guerre économique pour les marchés et les zones d'influence. Quant au choix des

armes qu'ils utiliseront alors, on peut être sûr que les considérations humanitaires n'y auront aucune place.

Préparer la révolution et le renversement du capitalisme est bien la seule façon d'œuvrer à préserver l'humanité d'une telle issue.



Les Rafale : quel bénéfice pour la population ?



Le gouvernement pense à nous. En ce début d'année, il a décidé de nous envoyer... deux Rafale. Ces avions de combat coûtent des mil-

lions, mais le gouvernement tient à rappeler aux populations de la zone océan Indien, dont celle de La Réunion, que les intérêts des capitalistes français passent avant toutes autres considérations et qu'ils y sont et y seront bien gardés.

Pour rappel le prix d'un Rafale est de 100 millions, sans compter les équipements et l'entretien.

Avec l'argent consacré à ces deux Rafale, on peut construire entre 2 et 3 hôpitaux de 40 000 mètres carrés.

Entre enrichir la famille Dassault et produire des engins de mort, et doter la population des établissements de soins en nombre suffisant, Macron et ses prédécesseurs ont choisi de soigner les capitalistes, avec les conséquences que l'on voit en cette période d'épidémie pour les malades et les soignants !

Énergies fossiles : droit dans le mur de charbon

À la fin de l'année, la production mondiale d'électricité à partir du charbon aura augmenté de 9 % par rapport à 2020. Ce chiffre était en déclin les deux années précédentes, mais essentiellement grâce à la pandémie, et non à d'éventuelles décisions raisonnables des industriels, que ce soit dans la production d'énergie ou dans celles de ciment et d'acier, elles aussi grandes consommatrices de houille. En effet, tous secteurs confondus, la demande mondiale aura, elle, augmenté de 6 %. Et les prévisions pour 2022 sont encore en hausse.

Alors que le charbon est la plus grande source d'émissions de carbone dans le monde, le vœu pieux de

limiter le réchauffement climatique à 1,5°C sonne de plus en plus comme une monstrueuse hypocrisie. Quelques semaines à peine après la fin de la COP 26, les engagements de principe des représentants des gouvernements de la planète sont pourtant bien timorés, jusque dans les termes. En quoi « *sortir progressivement du charbon à partir de 2030* » les engage-t-il à arrêter de détruire l'environnement, vital pour l'humanité ?

Les signatures sur un chiffon de papier, les capitalistes pollueurs et les financiers investisseurs dans l'exploitation des énergies fossiles n'en ont cure. Elles n'ont rien de contraignant et prévoient même « *dans certaines*

circonstances » des dérogations aux aides publiques au patronat de ces secteurs, qui se montent à 16 milliards d'euros dans le monde en 2020. La ministre macronienne de l'écologie s'est vantée d'avoir cosigné un engagement à mettre un terme aux centrales thermiques au charbon dans les années 2030, pour ce qui est des pays riches, et dans les années 2040 pour les autres. D'ici là, combien de villages de pêcheurs de la côte bangladaise auront été noyés par l'océan ?

Pendant que les ministres péroreront, les capitalistes pollueurs peuvent continuer à s'enrichir et la liste des COP à s'allonger.

Migrants : les États européens tuent à leurs frontières

Selon plusieurs associations, le nombre de migrants morts en 2021 en tentant de rejoindre l'Europe a atteint un sinistre record.

Selon l'OIM (Organisation internationale pour les migrations), 1 500 personnes ont disparu cette année et, depuis 2014, 20 000 y ont laissé la vie. Selon cette agence de l'ONU, 2021 a été l'année la plus meurtrière depuis 1997, et ses estimations semblent même bien inférieures à la réalité.

Ainsi une ONG espagnole, Caminando Fronteras, vient d'estimer qu'en 2021 plus de 4 400 migrants sont morts ou ont disparu en mer en tentant de rejoindre l'Espagne, deux fois plus qu'en 2020. Ce chiffre, qui inclut les tentatives de traversée par l'Atlantique, est quatre fois supérieur à celui de l'OIM. 94 % des corps n'ayant pas été retrouvés, l'ONG base ses chiffres sur les appels de migrants ou de leurs proches sur ses numéros d'urgence.

L'explosion du nombre de morts est essentiellement due à la multiplication des barrières qui contraignent les migrants à prendre des routes maritimes ou terrestres de plus en

plus périlleuses. Ainsi, en raison des contrôles de plus en plus drastiques en Méditerranée, la plupart des migrants à destination de l'Espagne ont tenté de rejoindre les Canaries, à plus de 150 km des côtes d'Afrique de l'Ouest, une route maritime très dangereuse. C'est là qu'ils ont disparu.

Le gouvernement grec n'hésite pas, quant à lui, à refouler les demandeurs d'asile vers la Turquie ou à les parquer dans des camps haute sécurité sur les îles, avec miradors, double clôture de barbelés et caméras de surveillance. Non seulement les gardes-côtes ne doivent pas porter secours aux passagers des rafiots qui menacent de couler, mais le gouvernement grec menace les humanitaires qui viennent à leur secours de prison pour espionnage et aide à l'immigration illégale.

La Manche devient elle aussi un cimetière marin. Les naufrages s'y multiplient, à l'image de celui qui a fait 27 morts en novembre au large de Calais, dans l'inaction complice des gouvernements français et britannique. D'après le gouvernement britannique, 31 000 migrants ont

tenté d'atteindre ses côtes en 2021, dont 21 000 avec succès ; les autres ont dû abandonner ou en sont morts.

Si, malgré le danger, cette route migratoire est devenue si fréquentée depuis 2018, c'est que les autres se sont refermées. Les fouilles de véhicules empruntant le tunnel se font avec détecteur de CO2 pour repérer d'éventuels humains, la ville de Calais est hérissée de barbelés et de grillages, l'accès au port et au tunnel est contrôlé avec du matériel de pointe. Les gouvernements et les médias désignent les passeurs comme responsables des naufrages. Mais ceux-ci n'existent qu'en raison de la fermeture des frontières aux damnés de la terre, qu'ils viennent du Soudan, de Syrie, d'Érythrée ou d'Afghanistan.

Après avoir fait de leurs pays autant de plaies vives, les puissances impérialistes ne savent que rejeter à la mer ou parquer dans des camps innombrables les hommes et les femmes qui tentent au péril de leur vie de trouver un asile.

NEWREST

Deux semaines de grève pour les salaires : recul de la direction



Les travailleurs de Newrest se sont mis en grève le 21 décembre à quelques jours du réveillon du 24 décembre. Question : peut-on faire « bombance » avec le Smic comme seul revenu aujourd'hui ? Quelle marge de manœuvre a-t-on avec un salaire aussi minable en fin de mois, après avoir payé son loyer, son essence, le gaz et l'électricité, son crédit auto, éventuellement sa taxe foncière, fait son bazar pour nourrir sa famille, pour s'offrir un bon repas, offrir quelques cadeaux à ses enfants ? Aucune !

Alors pourquoi continuer à s'échiner jour et nuit pour ce salaire minable pour un patron, pour des actionnaires qui, en plus de vous exploiter, affichent le plus profond mépris à votre égard ?

Alors pour se faire entendre par ces suceurs de sang, pourquoi ne pas arrêter le travail et se mettre en grève ? C'est sans doute ce que les quarante grévistes de Newrest ont dû se dire avant de se lancer dans la grève qu'ils ont reconduite jusqu'au 4 janvier.

La direction de Newrest bien calée sur ses millions de bénéfices a voulu jouer la carte de l'épuisement des grévistes en déclarant qu'elle

n'ouvrirait les négociations sur les augmentations de salaires, le 13ème mois et la prime de 1000 euros qu'à condition qu'ils reprennent le travail. Plus la ficelle est grosse... et moins ça passe !

Cela fait des années que de NAO (Négociations Annuelles Obligatoires) en NAO rien de positif n'était sorti de ces discussions autour du tapis vert pour les travailleurs de Newrest. Comme ils le rappelaient sur leur piquet de grève en disant : « 9 ans d'existence, 0 euro d'augmentation, 0 euro de prime, 0 euro de 13ème mois, 0 considération ».

Alors oui, la seule solution pour tenter de débloquer la situation était la lutte, le rapport de forces, et c'est la voie qu'ont décidé d'emprunter ces travailleuses et travailleurs.

Malgré les manœuvres de la direction consistant à délocaliser la préparation des repas destinés aux compagnies aériennes chez son concurrent Servair et à y envoyer la vingtaine d'intérimaires travaillant avant la grève dans son usine de La Mare à Sainte Marie aux fins de casser la grève, les grévistes ont tenu bon, soutenus par de nombreux travailleurs et militants, manifestant leur présence avec force pancartes

devant l'usine et organisant même une opération escargot vers l'aéroport Roland Garros, histoire de rappeler que si il fonctionne, c'est aussi grâce à leur travail !

À l'issue de deux semaines de grève, les grévistes ont contraint une directrice nationale de Newrest (30 000 salariés dans 42 pays!) à venir à La Réunion – alors qu'elle avait déclaré en début de grève qu'elle ne lâcherait rien – pour négocier le cahier de revendication au sein d'une commission de conciliation dans les bureaux de l'Inspection du travail.

Au bout de la négociation, la direction accordait une augmentation des salaires de 3% sur les 5 demandés, le 13ème mois qui sera payé en trois fois en 2022, ainsi que la prime Pepa (Prime Exceptionnelle de Pouvoir d'Achat). La question du paiement des heures de nuit et des heures supplémentaires étant renvoyée à une prochaine réunion du CSE.

La lutte pour l'augmentation des salaires et des revenus en général est une question vitale pour des dizaines de milliers de travailleurs, mais aussi de chômeurs, de retraités et d'étudiants à La Réunion. Les prix n'arrêtent pas d'augmenter alors que les salaires font du sur place depuis des années.

La lutte menée par les travailleurs de Newrest concerne donc tous les travailleurs et doit être un encouragement à suivre le même chemin.

Les salarié(e)s n'ont pas à payer les turpitudes de leurs patrons !

Encore une fois la presse a mis les turpitudes du patron de Korbey d'Or à la une. Mais la source du problème, dans ce secteur d'activité comme dans bien d'autres, réside dans le fait que les responsables politiques du Département ont favorisé la création de ce type d'entreprise gérée par des magouilleurs avec la garantie d'avoir carte blanche pour se remplir les poches.

Aujourd'hui, les millions détournés ne seront jamais récupérés dans leur totalité, ni à Korbey d'Or, ni ailleurs.

Cette entreprise qui compte actuellement un peu moins 600 salariés après avoir en avoir employé plus de 750 il y a seulement deux ans, a été placée sous la gestion d'un mandataire judiciaire depuis le 16 décembre 2021. Cette structure est gérée par des actionnaires qui ne res-

pectent aucune règle de transparence. Chaque actionnaire n'a en fait qu'une seule obsession, celle de faire le maximum de bénéfices. Pire, certains sont même allés jusqu'à créer d'autres entreprises du même type en parallèle et ont commencé, comme des vautours, à dépecer petit à petit Korbey d'Or en récupérant une partie de ses activités pour leurs propres entreprises.

Cependant, les autres patrons du secteur qui font subir les mêmes bas salaires, les mêmes conditions détestables de travail à leurs salariés, sont aussi de la partie. Les échos qui remontent de ces entreprises sont que ces patrons jubilent au vu de la situation de Korbey d'Or et se mettent à rêver de récupérer des parts de marché supplémentaires.

Les salariés eux continuent à travailler pour leur maigre salaire, avec

l'inquiétude du lendemain et de celui des personnes âgées qui ont un besoin vital de leur service.

Le Département est également de la partie. Il a commandé un audit pour la forme, histoire de prendre ses distances avec les pratiques mafieuses des dirigeants de Korbey d'Or, mais surtout pour faire oublier que c'est lui qui a organisé cette incurie.

Tous ces responsables de la gestion calamiteuse de l'aide à la personne doivent rendre des comptes à la population, aux bénéficiaires et aux salarié(e)s dont les emplois et les salaires doivent être maintenus quelle que soit l'issue des jugements futurs et les futurs repreneurs de cette entreprise !

DANS LE MONDE

MOZAMBIQUE

Richesses minières et permanence de la pauvreté de la population

Au Mozambique, les travaux de montage de la plate-forme d'extraction du gaz emprisonné dans un gisement sous-marin au large de la côte Nord-Est du pays ont repris. L'insurrection islamiste dans la province du nord du pays a été repoussée vers l'intérieur des terres et présenterait moins de danger pour la prospection gazière, mais certainement pas pour les populations civiles qui ont du fuir la région pour se réfugier plus au sud.

Les compagnies des pays riches qui sont aux manœuvres : la France avec Total, l'Italie avec ENI, les États-Unis avec Exxon Mobil et la Chine avec sa compagnie pétrolière CNPC n'ont cure des populations pauvres de ce pays. Ce qui compte

pour elles, c'est le gâteau qu'elles rêvent de se partager avec ce gisement sensé être le 4ème plus important sur terre.

Les populations pauvres du Mozambique prises entre les meurtriers islamistes et les troupes gouvernementales plus promptes à mater les révoltes populaires qu'à les protéger de ceux qui les agressent, ne bénéficieront d'aucune retombée de cette manne gazière.

Seuls les capitalistes internationaux en tireront des profits par milliards. Ils ont d'ailleurs prévu que le gaz liquéfié soit envoyé directement dans les pays développés pour y produire de l'électricité ou du chauffage. Les pauvres du Mozam-

bique continueront à s'éclairer à la bougie !

Les indépendances arrachées de haute lutte par les peuples colonisés africains, dont font partie les Mozambicains (qui ont été colonisés par les Portugais de 1498 jusqu'en 1975), ont toutes été récupérées par les bourgeoisies nationales qui imposent à présent leur dictature à leurs peuples, en vivant à leur dépens, mais surtout en se faisant le relais de la dictature des grands trusts capitalistes des pays riches.

Seule la révolution des ouvriers et des paysans pauvres pourra mettre un terme à cette situation insupportable et leur permettra de bénéficier des richesses naturelles de leurs pays !

La caution démocratique a fait long feu

Le Premier ministre soudanais, Abdallah Hamdok, a démissionné le dimanche 2 janvier. Ce dirigeant civil avait accepté de servir de caution aux chefs militaires qui dirigent le pays, et était à ce titre qualifié de traître par les manifestants qui semaine après semaine descendent dans la rue.

Quelques heures avant l'annonce de cette démission, des milliers de manifestants avaient une nouvelle fois marché sur le palais présidentiel à Khartoum, la capitale. C'était la douzième manifestation massive depuis le coup d'État du 25 octobre qui avait permis aux militaires et à leur chef, le général Al-Bourhane, d'évincer les civils siégeant avec eux à la tête de l'État. 56 manifestants ont été tués au cours de ces manifestations qui réclament un régime « civil et laïque », avec d'autant plus d'insistance que les militaires s'appuient sur les intégristes religieux et l'ancien parti d'Omar el-Béchir

Abdallah Hamdok était devenu Premier ministre en août 2019. Il avait alors dirigé un gouvernement dans lequel se côtoyaient civils et chefs de l'armée, mais où les mili-

taires conservaient la mainmise sur les forces de répression et contrôlaient l'essentiel de l'économie du pays. Les civils, eux, avaient en charge de faire accepter des mesures d'austérité à la population.

Hamdok a bien rempli sa part du contrat. Pour complaire au Fonds monétaire international, il a dévalué la livre soudanaise et laissé filer la hausse des prix. Les militaires, eux, n'ont pas cédé une miette de leur pouvoir et, quand ils ont estimé que la comédie avait assez duré et que les civils s'étaient suffisamment déconsidérés, ils ont perpétré leur coup d'État. Le 25 octobre 2021, l'armée a arrêté les opposants et sauvagement réprimé ceux qui voulaient résister. Hamdok ainsi que ses ministres avaient alors été arrêtés mais, les manifestations continuant de plus belle, les militaires l'avaient finalement libéré et placé à la tête d'un nouveau gouvernement composé uniquement de militaires.

Hamdok a donc accepté pendant quelques mois de jouer à nouveau le jeu. Il laissait entendre qu'il pourrait amadouer les militaires avec le soutien des institutions internationales et parvenir ainsi, malgré tout le sang

versé par l'armée, à un accord entre civils et militaires en vue d'élections générales. En fait il espérait surtout, comme les militaires, faire refluer la vague de manifestations. Mais, au bout du compte, celles-ci en continuant ont montré qu'il ne servait à rien.

Les manifestants n'avaient aucune illusion sur Hamdok, et sa démission ne change donc rien pour eux. Ils peuvent même se dire à bon droit que la dernière manœuvre des militaires a échoué et s'en sentir plus déterminés à continuer les manifestations, dont la suivante est prévue le 9 janvier.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €

Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282

